



Document de synthèse sur l'évaluation des programmes de niveaux secondaire et tertiaire dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent

Radicalisation Awareness Network



**Document de synthèse sur
l'évaluation des programmes de
niveaux secondaire et tertiaire
dans le domaine de la prévention
et de la lutte contre l'extrémisme
violent**

MENTION LÉGALE

Bien que le présent document ait été élaboré pour la Commission européenne, il reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite de la présente publication. De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2021

© Union européenne, 2021

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre conformément à la décision 2011/833/UE du 12 décembre 2011 sur la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39). Sauf indication contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC-BY 4.0) (<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.



Toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne peut requérir une autorisation, directement demandée auprès des titulaires des droits respectifs.

2021

1. Introduction

Aujourd'hui, l'importance de procéder à des évaluations externes dans le domaine du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent est largement reconnue. Face à la diversité des programmes et des approches en place dans ce domaine, il est primordial de comprendre ce qui fonctionne ou pas et de saisir parfaitement comment ces interventions encouragent le changement et ont un impact sur les problèmes qu'ils visent à résoudre. Les mesures adoptées en matière d'assurance qualité et les évaluations sont confrontées à la nature complexe et extrêmement mouvante des milieux extrémistes, des développements socio-politiques et des changements au niveau des structures de financement. Les approches doivent tenir compte des caractéristiques propres aux groupes cibles, ainsi que de la diversité des parties prenantes impliquées dans la planification, la conception et la mise en œuvre des mesures de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Les évaluations sont toutefois indispensables à l'identification de bonnes pratiques adaptées à la réalité et au renforcement des pratiques professionnelles dans les programmes et tout au long du cycle de vie des projets.

Dans le secteur très large de la prévention secondaire et tertiaire (impliquant organismes de financement, autorités de l'État et organisations de la société civile), les points de vue divergent concernant ce qui fait qu'un programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent est considéré ou non comme réussi. Il est donc nécessaire de développer une compréhension plus nuancée de la nature complexe des programmes de prévention secondaire et tertiaire (et de la difficulté d'accès aux groupes cibles et aux données sensibles) pour déterminer ce qui peut et doit être évalué de façon fiable à travers des évaluations, et dans quelles circonstances. Outre les éventuelles divergences d'opinion et le manque de clarté de la terminologie utilisée, la réalisation d'évaluations externes peut interférer avec le travail quotidien des praticiens de première ligne, par exemple à cause de la courte durée des financements et du peu de temps dont ils disposent, mais aussi à cause des informations sensibles et des protocoles complexes de partage d'informations inhérents au travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. De plus, d'importantes questions éthiques doivent être prises en compte lors de l'élaboration d'évaluations externes.

Si l'on assiste à une augmentation remarquable du nombre et de la qualité des évaluations des interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, certaines interventions continuent de ne faire l'objet d'aucune évaluation ou ne sont soumises qu'à une simple autoévaluation en interne, qui porte rarement sur les changements ou sur l'impact. D'expérience, les efforts de suivi et d'évaluation mis en place dans le cadre des initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ont tendance à se focaliser de manière importante sur les activités et les produits. Elles n'évaluent pas les réalisations et l'impact plus large sur les tendances à la radicalisation ou à l'extrémisme violent. Certaines de ces difficultés à se concentrer sur le changement (réalisations ou impacts) résultent d'un programme inadapté, de lacunes au niveau de la planification ou, en général, de méthodes d'intervention dont les résultats et les objectifs ont été mal définis. Souvent, ces programmes et projets ne sont pas fondés sur une théorie du changement. Les réponses apportées aux questions centrales « Quel changement veut-on encourager ? » ou « Comment les activités du projet mènent-elles à un changement positif ? » sont fréquemment insuffisantes. La planification et l'évaluation (du projet) sont indissociables. Un programme et/ou un projet mal conçus rendent la tâche d'un évaluateur interne bien plus difficile.

Lors de la conception d'évaluations d'initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, des difficultés **analytiques** et **pratiques** se présentent. Lorsque l'on évalue des initiatives, des programmes ou des projets, un des principaux problèmes rencontrés sur le plan analytique est de pouvoir attribuer un changement directement aux efforts déployés dans le cadre d'un programme. Les effets des interventions de prévention secondaire et tertiaire ne peuvent pas être testés dans des environnements isolés. Ceci signifie qu'il est impossible de constituer des groupes témoins, comme ce serait le cas dans d'autres efforts de recherche. En ce qui concerne les problèmes pratiques, la disponibilité et la fiabilité des données sont les obstacles les plus couramment rencontrés pour évaluer les changements (réalisations et impacts). Le présent document a pour vocation d'examiner ces difficultés plus en détail.

Principaux objectifs

Le présent document a donc trois types d'objectifs :

1. Étudier les principaux problèmes associés à l'évaluation des programmes de prévention primaire et secondaire ;
2. Fournir des exemples d'approches réussies dans ce domaine, qui tiennent compte de la complexité de la question et des difficultés rencontrées lors de l'évaluation ;
3. Tirer des enseignements des approches réussies et adresser un ensemble de recommandations aux praticiens et aux évaluateurs sur la façon de surmonter aux mieux les principales difficultés rencontrées.

2. Difficultés rencontrées lors de l'évaluation des programmes de niveaux secondaire et tertiaire dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent

Une approche axée sur l'étude du cycle de vie d'un programme/projet peut être utilisée pour réfléchir au rôle particulier que l'évaluation peut et doit jouer dans la réussite des activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, en particulier durant les périodes de crise et d'instabilité, propices à l'apparition de nouvelles menaces. Une telle approche peut aussi être utilisée pour examiner les difficultés rencontrées par les évaluateurs et dans le cadre des évaluations externes.

Principales difficultés rencontrées par les évaluateurs et lors des évaluations

1. Difficultés en termes de conception du programme/projet
2. Difficultés analytiques
3. Difficultés pratiques

Difficultés en termes de conception de l'évaluation

Une planification complète doit être mise en place pour pouvoir choisir une approche d'évaluation adaptée au sujet et aux besoins d'un projet / d'une mesure donné(e). Il n'est pas toujours facile de concevoir l'évaluation de manière adaptée mais il s'agit d'une condition importante pour qu'elle puisse porter ses fruits. Ce document commence donc par examiner les **difficultés en termes de conception** susceptibles d'apparaître lorsque l'on entreprend une évaluation. Il est en particulier difficile d'aboutir à une compréhension claire et commune des concepts et des termes utilisés.

Choisir une approche méthodologique pertinente et décider des indicateurs et mesures utiles est parfois délicat. Tout particulièrement dans un cadre interinstitutionnel collaboratif, le ou les évaluateurs peuvent être chargés d'aplanir dès le départ les différences de compréhension et de structurer le processus d'évaluation en fonction des intérêts de tous les partenaires concernés.¹ Ceci conduit à se demander ce qu'est *réellement* un impact, mais la définition des caractéristiques de la radicalisation et de l'extrémisme violent manque elle aussi de clarté. Nous savons que les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sont mis en œuvre dans des contextes culturels, sociaux et politiques très divers. De plus, les définitions et les compréhensions locales de concepts tels que l'extrémisme violent, la violence, la communauté, la tolérance

¹ Nehlsen et al., Evident and Effective

et même la paix exigent de constituer des lexiques adaptés au contexte afin de pouvoir mettre en place des programmes pertinents et mesurer leur efficacité et leur impact. Il arrive que ces problèmes soient amplifiés par une recherche, une analyse et/ou une compréhension insuffisantes des problèmes/questions spécifiques abordés par un programme/projet.

Il est essentiel de mieux comprendre le problème pour améliorer les interventions et optimiser la planification de l'intervention en général. Il peut sembler futile de préciser qu'une compréhension claire des causes et des conséquences d'un problème permettra de cibler les objectifs et de faciliter la sélection des indicateurs et des mesures adaptés à l'évaluation du changement. Toutefois, en l'absence d'une compréhension complète des problèmes spécifiques qu'une intervention donnée est censée résoudre, il est impossible d'arriver à une définition claire et pertinente de ce qui est considéré comme une réussite.

L'élaboration d'indicateurs ou de mesures pour évaluer les réalisations pertinentes constitue une autre difficulté de conception de l'évaluation. En effet, même si la réussite d'une intervention a été correctement définie, il arrive qu'aucun indicateur ou mesure établi ne permette d'évaluer les réalisations souhaitées. En fait, dans la pratique actuelle, les mesures utilisées (le cas échéant) varient considérablement d'une intervention à l'autre, et les échelles et indicateurs indirects validés ne sont pas largement utilisés ou même considérés comme des « mesures valides ». Il semble évident qu'en identifiant des objectifs de programme axés sur les activités à mener ou sur les résultats à obtenir au cours de la durée de vie d'un projet plutôt que sur les changements que ces activités sont censées apporter, les évaluations mesureront au final l'efficacité et l'impact et non les réalisations *réelles* du changement.

Cette focalisation sur le changement peut mener à des évaluations plus significatives contribuant ou jouant un rôle clé dans l'obtention d'un changement durable. Dans cette optique, il est important de définir clairement le but de l'évaluation, de bien comprendre ses objectifs ainsi que sa portée. Les méthodes d'évaluation doivent préciser si l'analyse se concentre sur un projet, un thème ou une stratégie politique particulière ou sur un éventail plus large de programmes qui contribuent collectivement aux activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (ce qui serait alors considéré comme une évaluation multidimensionnelle).

Pour renforcer les pratiques d'évaluation et mieux identifier les nouvelles menaces dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, nous devons faire en sorte d'élaborer des méthodes plus solides de recherche sur les évaluations. En effet, les évaluations réalisées dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent se caractérisent souvent par des méthodes de recherche imparfaites. En outre, elles reposent pour la plupart sur une approche largement descriptive fondée sur un seul type de données et des méthodes de collecte limitées.

Difficultés analytiques

Comme indiqué plus haut, des **difficultés analytiques** sont aussi rencontrées lors de l'évaluation des initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Lorsque l'on évalue des initiatives, des programmes ou des projets, un des principaux problèmes rencontrés sur le plan analytique est la difficulté historique à attribuer un changement directement aux efforts déployés dans le cadre de l'évaluation d'initiatives / programmes / projets. Les efforts engagés pour identifier des causes solides se heurtent à deux obstacles majeurs :

- 1) l'impossibilité de « mesurer un négatif » ou de prouver qu'une activité violente ou qu'une radicalisation aurait eu lieu s'il n'y avait pas eu d'intervention, car il est difficile de savoir ce qui serait arrivé si l'intervention n'avait pas été menée,
- 2) les populations concernées, à la fois difficiles d'accès, rares et très diverses.

Les interventions s'adressent à un large éventail de parties prenantes (individus et groupes), des personnes effectivement exposées au risque de radicalisation jusqu'à celles dont les opinions extrémistes ont déjà conduit à des actes de violence ou qui ont besoin d'être aidées pour renoncer à la violence. La déradicalisation ou la prise de distance par rapport à l'extrémisme (violent) ayant tendance à être des processus fragiles et non linéaires, il est difficile d'amener ces groupes cibles à se soumettre à une évaluation. L'instauration du climat de confiance nécessaire pour pouvoir accéder aux groupes cibles, indépendamment des parties prenantes déjà impliquées auprès de ces individus (comme les travailleurs sociaux, les organisations de la société civile, le personnel pénitentiaire et de probation, etc.) prend du temps, et le temps est généralement une ressource rare dans les processus d'évaluation.

Lorsqu'ils tentent d'établir des liens de causalité, les évaluateurs utilisent habituellement des modèles expérimentaux ou quasi-expérimentaux ⁽²⁾. Toutefois, ces groupes cibles sont difficiles à identifier. Il est donc problématique, voire impossible, de constituer un groupe témoin ou de comparaison pour confronter les effets d'une intervention à un scénario contrefactuel. Sur le plan éthique, il serait également très discutable de refuser l'accès à des services de déradicalisation ou de prévention à des personnes considérées comme ayant besoin d'interventions / de prévention, dans le seul but de pouvoir les utiliser comme groupe témoin. Ceci est encore plus vrai dans les domaines de la prévention secondaire et tertiaire. Ne pas aider à rendre leurs distances ou à se déradicaliser des personnes prêtes à quitter des environnements extrémistes pour effectuer une analyse de causalité serait indéfendable sur le plan moral. C'est particulièrement vrai si l'on considère les nouveaux risques que cela entraînerait en termes de sécurité.³

Cette difficulté est augmentée par le temps qui peut s'écouler entre la fin d'une intervention et le moment où certaines réalisations et/ou impacts commencent à être perceptibles, ainsi que par le fait qu'il est très difficile d'établir une causalité et d'isoler les autres facteurs (attribution). Plus le décalage est important, plus il sera difficile d'établir un lien de causalité. Le travail de prévention secondaire et tertiaire ne peut être standardisé et converti en manuel que dans une très faible mesure. Dans de nombreux cas, son cadre peut difficilement être structuré dans les moindres détails par les praticiens. Les constellations du travail de prévention sont généralement variées et dynamiques.

En raison de la difficulté à attribuer une cause, la mise en œuvre d'une analyse contrefactuelle peut être complexe, voire impossible. La plupart du temps, les évaluations préfèrent donc se contenter de formuler des allégations sur la contribution. Cela signifie s'abstenir d'accorder un poids particulier à une intervention au niveau de l'obtention d'un certain changement observable et se concentrer sur l'obtention d'un solide ensemble de données susceptible d'étayer une allégation solide de contribution.

Une des difficultés rencontrées sur le plan analytique est que les interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent s'inscrivent dans des contextes et des programmes politiques dynamiques qui évoluent en permanence. Le caractère instable de ces conditions limite considérablement les possibilités de mettre en place une boucle de rétroaction tout au long du processus d'évaluation. Les décideurs peuvent parfois ignorer les preuves des évaluations et se concentrer sur une option politique spécifique prédéterminée, sans tenir compte de toutes les conséquences possibles, qu'elles soient ou non intentionnelles.

Le caractère contextuel du problème complique considérablement les évaluations. En raison de la nature très localisée et dépendante du contexte des facteurs qui favorisent l'extrémisme violent et la radicalisation, il est très difficile de mettre en place des interventions et des stratégies d'évaluation de manière uniforme dans plusieurs environnements. La nécessité de disposer d'indicateurs pertinents au niveau local peut limiter la possibilité de comparer les programmes dans différents contextes. Il est donc difficile de tirer des conclusions pour savoir si certaines interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent peuvent être appliquées à d'autres groupes cibles ou contextes. D'un autre côté, les efforts déployés pour développer un ensemble solide d'indicateurs pertinents, valides et rigoureux adaptés à un contexte local

⁽²⁾des conceptions non-expérimentales peuvent aussi être appliquées

³ Möller et al., Zur Evaluation von Praxisansätzen in der Extremismusprävention

Difficultés pratiques

spécifique peuvent servir d'élément déclencheur au développement d'indicateurs adaptés à différents contextes et à l'exécution d'une analyse comparative significative.

Si l'on considère les nombreuses difficultés pratiques rencontrées par les évaluateurs lors de la mise en de leurs évaluations planifiées, la disponibilité et la fiabilité des données figurent parmi les obstacles les plus couramment rencontrés lors des tentatives d'évaluation des changements (aussi bien au niveau des réalisations que des impacts).

Parmi les difficultés pratiques présentées en détails dans la littérature disponible sur le travail d'évaluation mené sur le terrain, on peut citer :

- Difficultés à impliquer activement (toutes) les parties prenantes dans le processus d'évaluation du fait que les praticiens ont souvent des plannings très chargés et très serrés.
- Au niveau des sources de financement, les évaluations constituent souvent une précieuse source d'informations lorsqu'il convient de décider de prolonger ou de mettre un terme à un programme. Par conséquent, les organisations des praticiens peuvent avoir des réticences à se soumettre à une évaluation externe. Ceci est accentué par le fait que les évaluateurs n'ont généralement accès qu'à une partie des cas traités par les organisations alors que les résultats ont tendance à être interprétés de manière à tirer des conclusions sur l'approche d'une organisation dans son ensemble.
- Absence d'accès aux ressources promises ou adéquates (que ce soit sur le plan financier, matériel ou humain) nécessaires à la bonne mise en œuvre de la méthode d'évaluation précédemment validée.
- Les initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent impliquant des données et des aspects politiques sensibles, les populations locales, les fonctionnaires du gouvernement ou les employés du programme peuvent être réticents à fournir certaines informations.
- Des problèmes éthiques ou de sécurité peuvent apparaître lors des tentatives d'accès aux données requises et/ou d'identification des groupes témoins adéquats.
- Parfois, les évaluateurs ont accès à d'importantes quantités de données inutiles parce que les objectifs de l'évaluation ont été mal cernés. Les données non agrégées peuvent aboutir à une diffusion plus importante des informations sans pour autant que les informations soient plus ciblées.
- Difficulté à établir des données de référence par rapport auxquelles mesurer les réalisations et les impacts des projets et des programmes.
- Absence de données fiables et à jour (telles que des statistiques officielles sur les taux de réussite/récidive) par rapport auxquelles trianguler les résultats des évaluations.

Le message clé est que la fiabilité des données réunies peut être remise en cause par le caractère sensible ou lié à la sécurité de nombreuses questions posées durant les évaluations des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de niveau secondaire et tertiaire réalisées dans le but d'évaluer les attitudes et l'adhésion à l'extrémisme violent. De plus, il est important de souligner une nouvelle fois que les indicateurs élaborés pour mesurer l'impact et le changement doivent refléter les lexiques et les réalités locales. Si cet objectif n'est pas atteint, les résultats de l'évaluation peuvent être inexacts ou non pertinents dans le contexte donné.

Principaux problèmes éthiques lors de l'évaluation des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent

- La déradicalisation ou la prise de distance par rapport à l'extrémisme violent peut être un processus fragile et non linéaire. Tout facteur susceptible de perturber la relation de confiance entre la personne concernée et les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent entraîne un risque pour le processus de déradicalisation lui-même.
- La collecte et le stockage des données d'évaluation peuvent constituer un risque pour le personnel, les personnes menant les entretiens, les partenaires et les personnes interrogées.
- Le nombre de personnes prenant part aux programmes tertiaires de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent étant souvent réduit, les rapports d'évaluation publics peuvent autoriser la mise en place d'un traçage individuel. L'identité des participants doit rester protégée durant les évaluations.
- La collecte de données portant sur des sujets potentiellement traumatisants ou sensibles peut présenter un danger émotionnel ou psychologique pour les participants.

La plupart des outils les plus récents, également considérés comme les plus rigoureux, associés au suivi et à l'évaluation dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, ont été élaborés dans des environnements universitaires. Pour pouvoir utiliser ces outils, il est nécessaire d'impliquer des évaluateurs spécialisés et formés connaissant et comprenant leur utilisation et leur intérêt. Seule l'implication des praticiens dans le processus d'évaluation peut conduire à une utilisation plus large et plus pertinente des évaluations.

Toutefois, les opportunités de coopération entre les évaluateurs et les chercheurs qui ont mis au point ces outils et les praticiens sont généralement limitées. Beaucoup de choses se perdent souvent lors du passage des contextes théoriques à l'application de techniques d'évaluation nouvelles et plus efficaces aux programmes de terrain. Des espaces de formation et de discussions techniques plus spécifiques devraient être aménagés afin de développer un meilleur écosystème d'évaluation dans lequel ce dialogue pourrait nourrir de meilleures pratiques et des développements progressifs dans des outils et des méthodes d'évaluation.

Cela dit, de nombreux guides, publications et cadres ont été publiés ces dernières années pour encourager une évaluation plus rigoureuse des interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Ces éléments apportent des informations utiles sur les indicateurs, mesures, outils de collecte de données et méthodologies communs de suivi et d'évaluation dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Ils ont pour but d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées par les évaluateurs, les organisations et les praticiens présents sur le terrain.

Bilan des principales difficultés rencontrées

Voici la liste des principales difficultés rencontrées par les évaluateurs lorsqu'ils essaient d'évaluer des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de niveaux tertiaire et secondaire :

- Obtention d'une compréhension commune des interventions et des évaluations, de leurs objectifs et de ce qui fait qu'elles sont réussies.
- Faiblesses au niveau de la conception du programme et du projet (interventions non centrées sur le changement).
- Tentation d'axer les évaluations sur les activités et les produits plutôt que sur les changements significatifs car ils sont plus faciles à mesurer.
- Insuffisance ou absence d'étape de recherche solide empêchant de véritablement comprendre le ou les problèmes.
- Difficulté à identifier clairement les liens de causalité en raison des questions multidimensionnelles, sensibles et complexes abordées par les programmes et les projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Contextes en évolution permanente et nécessité de choisir des indicateurs et mesures pertinents sur le plan local.
- Difficulté d'accéder aux données requises pour pouvoir satisfaire du mieux possible les besoins et les objectifs de l'évaluation.
- Manque de ressources financières, matérielles ou humaines nécessaires à la bonne mise en œuvre des plans d'évaluation définis et validés.

Pour approfondir concernant les principales difficultés rencontrées lors des évaluations

1. Baruch, B., Ling, B., Warnes, R. et Hofman, J. (2018). Evaluation in an emerging field: Developing a measurement framework for the field of counter-violent-extremism. *Evaluation*, 24:4, 475–495
2. Beaghley, S., Helmus, T. C., Matthews, M., Ramchand, R., Stebbins, D., Kadlec, A., & Brown, M. A. (2017). Development and Pilot Test of the RAND Program Evaluation Toolkit for Countering Violent Extremism. Santa Monica, CA: Rand Corporation.
3. Development & Training Services, Inc. (2015) CVE Evaluation: Introduction and Tips for CVE Practitioners. Development & Training Services, Inc.
4. Van Hemert, D., van den Berg, H., van Vliet, T., et al., (2014) Synthesis Report on the State-of-the-Art in Evaluating the Effectiveness of Counter-Violent Extremism Interventions. Impact Europe.

3. Gérer les difficultés rencontrées pour améliorer les évaluations des programmes de prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent de niveaux secondaire et tertiaire

Nous venons d'identifier les problèmes rencontrés lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'évaluations des programmes de niveaux secondaire et tertiaires dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Nous allons à présent examiner les approches méthodologiques, les stratégies et les instruments susceptibles d'atténuer ou de surmonter ces difficultés.

Développer une compréhension commune des problèmes et des concepts

Parmi les inquiétudes couramment exprimées figure l'incertitude concernant le choix des critères à utiliser pour évaluer les programmes de prévention secondaire et tertiaire. Afin de désacraliser les normes d'évaluation, il est conseillé de discuter des indicateurs en impliquant dès le début toutes les parties prenantes concernées. Le but est ainsi de répondre à des questions telles que :

- Qu'entendons-nous par « concept Y » ? Qu'entendons-nous par « réussite » ? Quels problèmes clés le programme essaie-t-il de résoudre ?
- Dans quelle mesure le paramètre X permet-il de prendre position sur un sujet précis ?
- Quelle est la probabilité que nous puissions enregistrer ces paramètres au cours de l'évaluation ?

Ces discussions peuvent contribuer à ce que les attentes concernant l'évaluation restent réalistes et à aplanir les divergences d'intérêt au sein d'un groupe constitué d'acteurs différents. À cet effort doit venir s'ajouter une recherche complète ou une phase d'étude préliminaire menée à bien par l'équipe d'évaluation. Elle doit venir compléter la discussion sur les expériences de première main avec les groupes cibles du programme. À partir de critères de référence définis ensemble, le bilan des objectifs atteints peut être dressé en amont ou au début d'une évaluation. Ce processus de clarification conjointe des attentes concernant la réalisation des objectifs est valable pour toute forme de coopération et représente en soi une réalisation utile d'un processus d'évaluation. Dans le cadre d'une action en cours ou achevée, un renvoi à ces objectifs et leur examen peuvent ainsi avoir lieu et déboucher, par exemple, sur des réflexions sur l'optimisation des processus.

De plus, dans le cadre d'une réflexion sur l'évaluation, ceci aidera à mieux définir la portée de notre évaluation, les objectifs et l'ensemble des questions auxquelles l'évaluation doit répondre, puis à mieux choisir les indicateurs et mesures.

Une évaluation centrée sur le changement

Pour avoir la certitude de ne pas concevoir d'évaluations non pas axées sur ce qui est fait mais sur les changements significatifs obtenus, il convient de commencer par clarifier la logique et la chaîne de valeur de l'évaluation du programme ou du projet. Deux types d'outils peuvent s'avérer utiles à cet égard : un **modèle logique** ou une **théorie du changement** appliqué à une intervention de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Ils peuvent aider à identifier clairement les changements à court, moyen et long terme associés à un certain programme ou projet. ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Une autre stratégie importante consiste à obtenir des informations sur la façon dont les initiatives sont perçues par les groupes cibles prévus (changements ressentis, intérêt des initiatives pour ces groupes). Cet aspect a son importance car certains changements ressentis par les groupes cibles ne correspondent pas toujours aux réalisations attendues définies durant l'étape de planification des projets ou programmes.

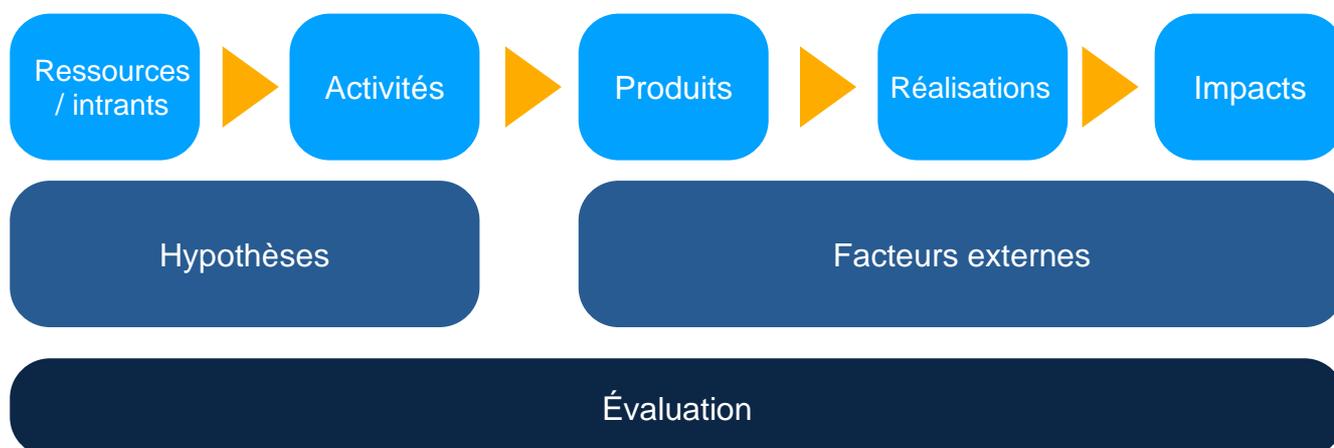
Une théorie du changement est un instrument qui peut s'avérer essentiel pour obtenir une compréhension commune de la logique et des objectifs d'un projet ou d'un programme. Elle est donc aussi utile pour identifier les questions auxquelles l'évaluation doit répondre et pour définir son ou ses objectifs. Vous devez déterminer d'emblée ce que vous voulez savoir et pour quelles raisons. Une théorie du changement est un excellent moyen d'y parvenir.

La théorie du changement consiste à formuler l'objectif ultime à atteindre et l'impact à avoir, puis à décrire ce qui doit être fait pour y parvenir. Les principaux éléments du modèle de théorie du changement sont :

- indiquer un but clair à atteindre ou l'impact final à avoir
- cartographier les activités que vous devez mener pour atteindre cet objectif du programme/projet
- cartographier de quelle façon vous prévoyez d'obtenir vos produits puis les réalisations permettant d'atteindre le but final
- comprendre les différentes façons d'obtenir le changement souhaité
- concevoir le modèle d'évaluation que vous voulez mettre en œuvre
- identifier les hypothèses sur lesquelles le programme / projet a été / sera basé ⁽⁵⁾
- cartographier les facteurs externes qui pourraient affecter votre efficacité et qui doivent être pris en compte pour élaborer des stratégies d'atténuation (au cours de la phase de planification) ou pour explorer les causes profondes des problèmes ou des lacunes durant le processus d'évaluation.

Cette importance accordée au changement et l'utilisation d'instruments tels que la théorie du changement ou les modèles logiques peuvent conduire à l'élaboration d'évaluations plus significatives susceptibles de jouer un rôle clé dans l'obtention d'un changement durable. Face à ce constat, il est important de définir clairement l'objet et les objectifs de l'évaluation, ainsi que sa raison d'être / son utilisation, et sa portée. Les évaluations doivent, en effet, préciser si l'analyse se concentre sur un projet, un thème ou une stratégie politique particulière ou sur un éventail plus large de programmes qui contribuent collectivement aux activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (ce qui serait alors considéré comme une évaluation multidimensionnelle).

Éléments de la théorie du changement



⁽⁵⁾ La théorie du changement est un outil utile pour planifier un programme ou un projet, mais aussi pour planifier l'évaluation d'un programme ou d'un projet

Éléments de la théorie du changement :

- Parmi les ressources, figurent les ressources humaines, financières, organisationnelles et communautaires dont peut disposer un programme ou projet afin que le travail puisse être fait. Parfois, ce composant est appelé « intrants »
- Les activités correspondent à ce que le programme/projet fera de ces ressources. Il s'agit des processus, outils, événements et actions intentionnellement utilisés dans le processus de mise en œuvre. Ces interventions servent provoquer les changements ou résultats souhaités. Les Résultats prévus incluent tous les résultats souhaités planifiés du programme ou du projet (produits, réalisations et impact).
- Les Produits sont les produits/résultats directs des activités du programme/projet et peuvent inclure les types, niveaux et cibles des services devant être fournis par le programme
- Les Réalisations sont les changements à court et moyen termes liés aux produits de toute activité donnée.
- Les Impacts sont les changements fondamentaux intentionnels ou non intentionnels découlant des réalisations qui se produisent en conséquence au programme/projet au cours d'une période précise.
- Les Hypothèses sont un système de convictions utilisé pour définir la stratégie du programme/projet.
- Les Facteurs externes sont des variables qui ne peuvent pas être contrôlées mais qui peuvent influencer l'aptitude réelle d'un programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent à atteindre ses objectifs.

Avantages du développement d'une théorie du changement dans les processus d'évaluation :

1. Elle encourage l'adoption d'une approche d'évaluation prospective, et pas seulement rétrospective. Le cadre permet de préciser les conditions préalables à satisfaire pour obtenir un changement et les mesures à prendre pour les remplir afin de pouvoir mettre en place les étapes nécessaires et réunir les conditions requises
2. Elle se concentre sur la contribution à l'exécution des étapes du processus au lieu de s'inquiéter de la répartition globale entre les agences
3. Elle apporte aux évaluateurs une compréhension claire de la logique des interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Elle offre aussi une base solide pour formuler des questions d'évaluation plus pertinentes et centrer l'évaluation sur la chaîne de valeur du programme/projet
4. Le fait d'utiliser les activités et objectifs réels déduits de l'analyse du programme et des projets et de se concentrer sur les activités réellement menées par les praticiens permet de s'éloigner du « jargon d'évaluation » et de se concentrer sur le véritable travail de terrain. Cette façon de procéder reflète le processus réellement suivi dans les interventions sans imposer de cadres supplémentaires au processus d'évaluation
5. Ceci permet d'explicitier les hypothèses sous-jacentes et les relations inhérentes aux activités, de les tester et de les lier aux objectifs finaux visés par les programmes ou les projets

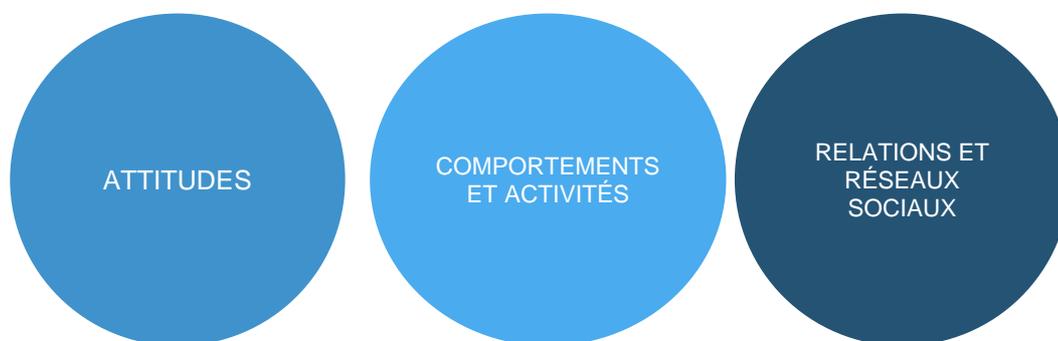
Pour approfondir

1. Funnell, S., Rogers, P. (2011) Purposeful Program Theory: Effective Use of Logic Models and Theories of Change. San Francisco : Wiley/Jossey-Bass.
2. Hivos (2015) Theory of Change Thinking in Practice: A stepwise approach. Wageningen : Hivos. <https://www.openupcontracting.org/assets/2017/09/Hivos-ToC-guidelines-2015.pdf>
3. Peersman, G., Rogers, P., Guijt, I., Hearn, S., Pasanen, T., and Buffardi, A. (2016) 'When and how to develop an impact-oriented monitoring and evaluation system'. A Methods Lab publication. Londres: Overseas Development Institute.
4. Rogers, P. (2014) Theory of Change. Methodological Briefs on Impact Evaluation, No. 2. Florence : UNICEF Office of Research.

Changements dans les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent

Lorsque nous cherchons des solutions aux difficultés rencontrées dans le cadre des initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, nous devons avoir pour objectif d'accéder aux différents domaines de changement et de les mesurer. Le but est ainsi de faire en sorte que les initiatives menées puissent tenir leurs promesses et de pouvoir optimiser leur utilité face aux nouvelles menaces qui sont apparues ces dernières années, comme la transformation numérique, la montée de l'extrémisme violent de droite, les problèmes de santé mentale et même d'autres vulnérabilités révélées par la pandémie de Covid-19.

Dans ces programmes et projets, tout en veillant à ce que l'objectif reste que les évaluations soient axées sur le changement, nous finissons, la plupart du temps, par essayer d'évaluer les changements au niveau des **attitudes**, des **comportements** et des **activités**, ainsi que **des relations et des réseaux sociaux**.



Dans la plupart, voire la totalité, des évaluations d'interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, il est important de mesurer les changements d'attitude. Il est nécessaire de mesurer les changements survenus au niveau des croyances sociales, politiques et idéologiques des individus ciblés par une intervention, en particulier leurs attitudes à l'égard du recours à la violence et leurs tendances idéologiques.

Le changement est généralement évalué en mesurant les connaissances qu'a un individu de l'extrémisme violent, ainsi que la vision qu'il en a.

La difficulté vient du fait que ce sujet est sensible et que les approches classiques telles que les enquêtes réalisées auprès des groupes cibles se heurtent à la crainte d'avoir à aborder des sujets délicats, parfois dans des environnements loin d'être sécurisés, ce qui a tendance à conduire à l'obtention de données inexactes.

La solution aux problèmes rencontrés lors des évaluations pourrait résider dans l'utilisation de stratégies capables d'améliorer l'anonymat et le sentiment d'anonymat lorsque des questions sont posées sur des sujets sensibles, ceci dans le but de renforcer la confidentialité des réponses. L'utilisation de ces techniques de collecte de données, les essais de réponses randomisées, utilisent un ensemble de techniques permettant aux personnes interrogées de répondre à une question sans que les administrateurs de l'enquête puissent connaître les réponses de chacun. Un exemple de moyen très pratique de connaître les changements d'attitude est le recours à des Expériences d'endossement. Cette méthode consiste à mesurer le soutien à des politiques spécifiques dans un groupe témoin et dans un « groupe cible ». Nous interrogeons les membres d'un groupe témoin sur leur soutien à des politiques spécifiques, et faisons la même chose pour les membres du groupe cible, mais en leur disant que certaines politiques sont soutenues par des groupes militants ou des organisations extrémistes violentes. Une comparaison des résultats nous montre dans quelle mesure la connaissance du soutien des groupes militants ou des organisations extrémistes violentes à une politique a modifié ou influencé les réponses. Ceci permet de mesurer indirectement le soutien ou les attitudes vis à vis de l'extrémisme violent. Ces méthodes ont pour objectif de renforcer les niveaux de confiance et d'apaiser les inquiétudes des participants concernant la divulgation d'informations sensibles et potentiellement dangereuses.

Encore une fois, ces approches fonctionnent mieux lorsqu'elles sont soutenues par une théorie du changement solide et une recherche rigoureuse, comme nous l'avons déjà souligné. L'élaboration d'une théorie du changement efficace est un outil important pour les évaluateurs. Elle leur permet en effet d'identifier les objectifs d'une intervention et les mesures associées, car chaque mesure pertinente de prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent est explicitement liée à la façon dont l'intervention encourage le changement, aussi bien dans les attitudes que dans les comportements ou les relations. Il est important de souligner que les théories du changement doivent être testées et affinées au fil des évaluations et nourries par les enseignements tirés de recherches pertinentes axées sur les facteurs favorables à l'extrémisme violent. La faiblesse de ce type de mesures réside, bien évidemment, dans l'hypothèse sous-jacente concernant la relation entre les convictions extrémistes et l'activité violente.

Un deuxième niveau de changement à obtenir concerne les comportements et les activités, tels que les changements au niveau de l'implication individuelle dans les groupes et activités extrémistes violentes (comme la consommation de propagande extrémiste violente et la participation en ligne) ou, à l'inverse, la participation à des actes non-violents ou à des activités soutenant la tolérance ou la paix. Les changements de comportement peuvent être mesurés au moyen d'une combinaison d'enquêtes, d'entretiens, d'études de cas et de preuves anecdotiques, ainsi qu'en recueillant des données sur les faits de violence et sur les délinquants violents eux-mêmes. Le suivi des taux de récidive (c'est-à-dire le fait de commettre de nouveaux actes violents ou des délits) fait aussi partie des approches standard utilisées pour évaluer les interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ayant pour but de déradicaliser les individus.

Une autre façon de mesurer les changements de comportement et les activités consiste à utiliser des récits de parcours de vie pouvant servir à comprendre/illustrer ces changements. Il est ainsi possible d'utiliser le récit dans le cadre d'un ensemble d'entretiens biographiques. Cette approche peut/doit être soutenue par des éléments visuels, comme la photographie et la vidéo. Le récit visuel peut s'avérer très efficace pour évaluer ces interventions.

Enfin, il peut être important de mesurer les relations et les réseaux sociaux dans le cadre des évaluations de la prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Toutefois, ils sont rarement mesurés en raison des difficultés éthiques et techniques/logistiques rencontrées. Il est cependant utile de mesurer les niveaux de cohésion, d'intégration et d'engagement des individus dans une communauté. La possibilité d'utiliser un ensemble toujours plus étoffé d'outils d'analyse du réseau doit aussi rester à l'esprit.

Gestion des questions éthiques

Continuons sur les problèmes éthiques rencontrés par les évaluateurs dans le cadre des évaluations des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de niveaux secondaire et tertiaire. Il ne fait aucun doute que ces programmes/projets abordent des questions très sensibles. Bien que tous les problèmes éthiques ne puissent pas être évités ou encadrés par des règles et des normes, les normes suivantes sont considérées comme de bonnes pratiques dans le secteur des sciences sociales et doivent être prises en compte lors des évaluations :

- **Consentement éclairé** : dans la mesure du possible, les personnes qui participent aux entretiens, groupes de discussion, enquêtes, observations et autres méthodes qualitatives doivent donner leur consentement éclairé avant que des données puissent être collectées. Dans certains cas, l'obtention du consentement éclairé peut s'avérer impossible, par exemple lors d'une enquête ethnographique, dans laquelle il faut commencer par nouer une relation, ce qui pourrait devenir impossible si les participants devaient signer des formulaires. Dans de tels cas, il est préférable de demander un consentement éclairé une fois les données recueillies.
- **Implication de mineurs** : les règles relatives à l'implication de mineurs dans des études sociales varient d'un pays à l'autre. Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) étant désormais en vigueur, les règles qui y sont énoncées concernant les mineurs (et plus largement les données à caractère personnel et sensibles) doivent être respectées par les entités chargées de contrôler et de traiter des données.
- **Confidentialité des données d'enquête** : les données communiquées par les participants doivent rester confidentielles et être conservées de manière sécurisée. Ce n'est que lorsque les participants ont accordé leur consentement explicite que les données peuvent être partagées avec toute personne autre que les chercheurs procédant à la collecte.
- **Temps et efforts demandés aux participants** : les participants doivent être informés de ce que l'on attend d'eux. Il est aussi nécessaire d'évaluer le délai raisonnable qui peut leur être accordé pour répondre.
- **Limiter les préjudices et optimiser les bienfaits** : les évaluations doivent être élaborées, menées et diffusées dans l'intérêt du bien public. Les évaluateurs doivent réfléchir attentivement aux réalisations possibles de l'évaluation et à la manière dont les résultats pourraient être utilisés.
- **Charge émotionnelle pour les participants** : certaines questions peuvent provoquer un sentiment de détresse chez les participants, notamment celles portant sur des incidents douloureux comme une discrimination subie ou un échec. Les questions sur leur santé mentale peuvent aussi les mettre mal à l'aise. Les évaluateurs doivent être attentifs aux signes de stress et faire preuve de modération dans leurs questions, voire y mettre un terme. ⁽⁶⁾

⁽⁶⁾ Hofman, J. & Sutherland, A. eds. (2018), Evaluating interventions that prevent or counter violent extremism: A practical guide. Santa Monica, CA: RAND Corporation, https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2094.html.

Gérer la causalité

Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'un des problèmes les plus difficiles à gérer pour les personnes chargées d'évaluer les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de niveaux secondaire et tertiaire est d'élaborer une évaluation qui puisse conduire à l'identification fiable d'un lien de causalité entre le programme mené et son impact sur les problèmes qu'il cherche à résoudre.

Différentes stratégies peuvent être utilisées pour attribuer cette causalité. Chacune présente des avantages, des limites et une pertinence qui lui sont propres, en fonction du contexte spécifique du programme et de l'évaluation. Même s'il existe différentes manières de classer les conceptions et les méthodes d'attribution causale dans le cadre d'une évaluation, pour les besoins de ce document, nous présenterons trois approches possibles pour apporter une vue d'ensemble :

- **Approches contrefactuelles** : ont pour but d'estimer ce qui se serait passé si un programme ou un projet (ou même une politique) n'avait pas été mis en place et de comparer le résultat de cette estimation à ce qui a été observé suite à l'intervention. Cette approche exige de faire appel à un groupe témoin ou à un groupe de comparaison.
- **Cohérence des preuves avec une relation causale** : identifie des modèles spécifiques qui seraient cohérents avec une relation causale, ce qui repose généralement sur une théorie du changement bien développée, puis recherche des preuves allant dans un sens ou dans l'autre.
- **Exclusion des alternatives** : identifie d'autres explications causales possibles et vise ensuite à recueillir des informations pour déterminer si elles peuvent être exclues ou non.

Une approche contrefactuelle consiste à procéder à une estimation de ce qui se serait passé si le programme ou projet n'avait pas été mené et à comparer les résultats à ce qui a été observé suite à l'intervention. Quatre types d'évaluations appliquent ce que nous définissons comme une « approche contrefactuelle ». Elles se distinguent les unes des autres par la façon dont l'effet « contrefactuel » (absence d'intervention) est estimé.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, il est difficile d'identifier un aspect contrefactuel solide pour les interventions de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Lors de l'évaluation des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, le résultat idéal consiste à identifier et à prouver un aspect contrefactuel ou à « mesurer un élément négatif ». Ceci démontrerait qu'il y aurait eu violence ou radicalisation si l'intervention n'avait pas été menée. Ce problème est particulièrement évident dans les programmes et projets de prévention, dans lesquels rien ne garantit que des individus seraient devenus violents si l'intervention n'avait pas eu lieu.

Ces approches impliquent l'affectation aléatoire de participants afin de tester les effets d'une intervention. Les participants sont répartis de manière aléatoire, soit dans un groupe qui participe au programme/projet, soit dans un groupe témoin qui ne bénéficie d'aucune intervention. On appelle ces évaluations des « essais contrôlés randomisés ». Les essais contrôlés randomisés réduisent le risque de biais de sélection, par lequel les participants et les non-participants peuvent présenter des différences systématiques autres que le fait qu'ils

Tableau 1. Approches contrefactuelles

Approche contrefactuelle	
Modèle expérimental	

Modèles quasi-expérimentaux	
Contrefactuel hypothétique	
Modélisation	

Implique l'utilisation d'un contrefactuel élaboré de manière statistique grâce au développement d'un modèle statistique, tel qu'une analyse de régression, pour estimer ce qui se serait passé en l'absence d'intervention.

À noter qu'il n'est généralement pas possible d'utiliser de modèles expérimentaux dans l'évaluation des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de niveaux secondaire et tertiaire. L'identification de groupes témoins dans ce domaine d'intervention pose des problèmes d'ordre éthique, pratique et de sécurité nationale. C'est la raison pour laquelle, en cas d'utilisation d'une approche contrefactuelle de l'analyse de causalité, nous aurions tendance à préconiser, dans la mesure du possible, l'utilisation de modèles quasi-expérimentaux.

Plusieurs approches prometteuses développées et testées dans le but d'identifier et de protéger des groupes témoins dans différents domaines d'intervention peuvent être adaptées à l'évaluation d'interventions menées dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Dans certaines approches, comme celle du modèle « stepped wedge » ou de « liste d'attente dynamique », tous les individus commencent dans le « groupe témoin », et des sous-groupes sont sélectionnés de manière aléatoire pour bénéficier de l'intervention. Ce processus est alors répété jusqu'à ce que tous les individus soient dans le « groupe bénéficiant de l'intervention ». Dans d'autres modèles dits « à permutation de groupe », le groupe témoin et le groupe bénéficiant de l'intervention sont permutés durant l'évaluation.

L'utilisation de l'approche d'attribution causale de **Cohérence des preuves avec relation causale** consiste à identifier quelles preuves seraient cohérentes avec une relation causale, puis à rassembler et à analyser des données provenant de différentes sources afin de déterminer si les preuves correspondent. Cette approche est normalement guidée par une théorie du changement, qu'elle soit élaborée de façon détaillée ou implicite dans le modèle logique du programme ou du projet de l'intervention.

Différentes méthodes de collecte et d'analyse de données peuvent être utilisées pour rassembler ces preuves mais il est conseillé d'en combiner plusieurs en une seule évaluation en fonction du niveau de certitude requis et des contre-explications possibles identifiées. Il est, par ailleurs, possible d'utiliser des preuves issues de recherches et d'évaluations antérieures dans la mesure où les données recueillies précédemment et les évaluations correspondantes pourraient déjà prouver certains liens de causalité.

Nous pouvons identifier brièvement certaines, mais pas la totalité, des différentes collectes et analyses de données pouvant être utilisées dans cette approche de causalité :

- Réalisations intermédiaires : consiste à vérifier si tous les cas qui ont atteint les objectifs finaux ont également atteint les résultats intermédiaires identifiés dans la théorie du changement du programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Comparaison des résultats aux prévisions des experts : implique de faire des prévisions basées sur la théorie du changement ou une nouvelle théorie de contributeurs plus variés aux résultats, puis de vérifier si ces prévisions se réalisent réellement ou non avec le temps.
- Vérification du timing des impacts : consiste à déterminer si le timing des impacts est cohérent avec une relation causale, toujours en se référant à la théorie du changement.
- Études de cas comparatives : comparaison systématique des études de cas pour comprendre les différents facteurs qui peuvent être responsables des résultats et/ou des impacts du programme.
- Vérification de la cohérence avec la littérature existante : comparaison des résultats avec ce que l'on connaît grâce à un examen de la littérature disponible dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, dans le but d'identifier les cohérences/incohérences.
- Entretien avec les principaux informateurs : le but n'est pas de leur demander s'ils pensent que l'intervention a eu des effets, mais plutôt de leur demander d'expliquer les processus de causalité successifs à leur implication. L'objectif est de décrypter les changements perçus encouragés par les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent auprès des parties prenantes.
- Mode opératoire : consiste à s'appuyer sur les expériences passées des participants et des parties prenantes pour déterminer quel ensemble ou schéma d'effets est typique d'une intervention.
- Traçage de processus : développement d'hypothèses alternatives et rassemblement de preuves (indices) pour déterminer si ces hypothèses alternatives sont compatibles ou non avec les hypothèses disponibles.
- Analyse comparative qualitative : comparaison des configurations de différentes études de cas pour identifier les éléments clés qui semblent être les plus responsables de la production de réalisations spécifiques.
- Analyse réaliste (évaluation réaliste) : utilisation d'une théorie du changement réaliste (qu'est-ce qui fonctionne, pour qui, dans quelles circonstances et par quels mécanismes de causalité) pour identifier les contextes dans lesquels un mécanisme spécifique favorise l'obtention de résultats positifs.

La troisième option identifiée pour attribuer la cause consiste à identifier d'**autres explications possibles** à l'obtention de résultats, de réalisations ou d'impacts, puis à rassembler des données pour voir si celles-ci peuvent être exclues. Ceci peut s'avérer particulièrement utile lorsque les preuves disponibles permettent seulement de suggérer une « corrélation » mais pas une « causalité ».

Parmi les possibilités de rendre cette stratégie opérationnelle, on trouve les éléments suivants :

- Entretiens avec les principaux informateurs : consiste à demander à des experts des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de niveaux secondaire et tertiaire, des membres de la communauté ou d'autres parties prenantes d'identifier d'autres explications possibles aux changements et, si possible, d'évaluer si ces explications peuvent être exclues.
- Traçage du processus : utilisation de preuves pour exclure des variables explicatives alternatives à chaque étape de la théorie du changement du programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Élimination des explications techniques : identification et exploration des différentes façons dont les résultats observés pourraient être le reflet des limites techniques des données recueillies plutôt que des relations causales.
- Modélisation : recherche d'explications alternatives au moyen d'analyses statistiques telles que la régression ou la régression logistique pour contrôler les facteurs de confusion.

- Méthodologie générale d'élimination : ce processus se déroule en deux étapes, (1) identification des explications possibles (notamment le fait que les changements observés sont effectivement dus à l'intervention, auquel viennent s'ajouter autant d'explications alternatives que possible) au moyen d'une combinaison d'options telles que celles identifiées ci-dessus et (2) collecte et analyse des données pour vérifier si les explications alternatives possibles peuvent être exclues.

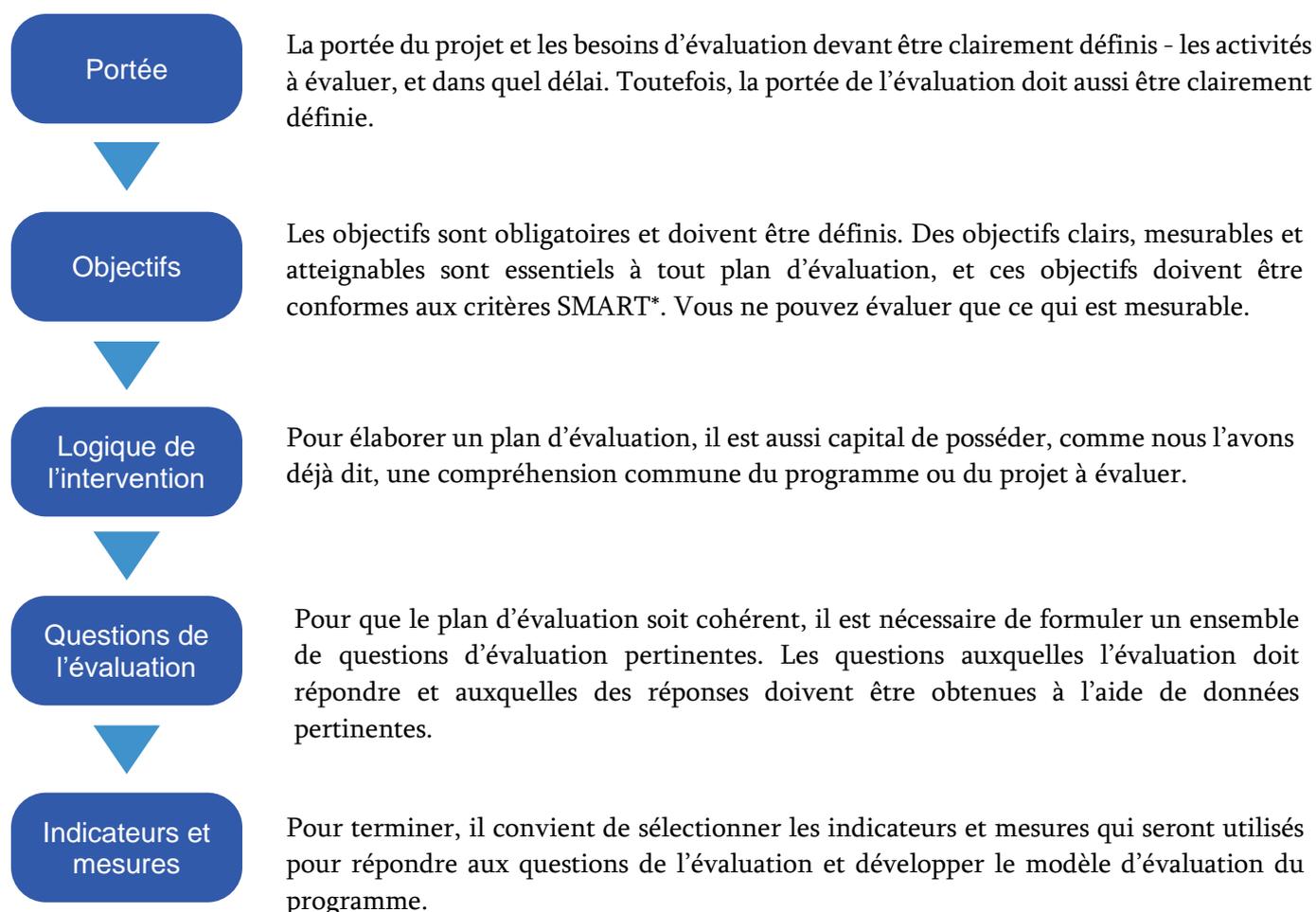
Le choix final de l'analyse de causalité utilisée par les évaluateurs, sur la base de ces différentes approches méthodologiques, dépend des contextes de mise en œuvre spécifiques, des problèmes particuliers que les programmes visent à résoudre, de l'accès aux groupes cibles, des ressources (telles que le temps et le budget), des compétences et des connaissances des évaluateurs et des objectifs spécifiques de l'évaluation.

Pour approfondir

1. Braddock, K., (2020), Experimentation & quasi-experimentation in countering violent extremism: Directions of future inquiry. Washington DC: Resolve Network.
2. Peersman, G., Guijt, I., Pasanen, T. (2015) Evaluability assessment for impact evaluation. Guidance, checklist and decision support for those conducting the assessment. A Methods Lab publication. Londres: Overseas Develop
3. Phillips, C., & Goodman, K. (2006). Causal criteria and counterfactuals; nothing more (or less) than scientific common sense. Emerg Themes Epidemiol, 3.
4. Ris, L. et Ernstorfer, A. (2017). Borrowing a wheel: Applying existing design, monitoring, and evaluation strategies to emerging programming approaches to prevent and counter violent extremism. Briefing Paper, Peacebuilding Evaluation Consortium.
5. Rogers, P. (2014) Overview of Impact Evaluation. Methodological Briefs on Impact Evaluation, No 1. Florence : UNICEF Office of Research.
6. Rogers, P. (2014) Overview: Strategies for causal attribution. Methodological Briefs on Impact Evaluation, No 6. Florence : UNICEF Office of Research.
7. Rogers, P., Peersman, G. (2014) Addressing complexity in evaluation. Canberra : DFAT workshop.
8. Stern, E. (2015) Impact Evaluation: A guide for commissioners and managers. Londres: Bond.

4. Élaboration d'un plan d'évaluation

Pour pouvoir évaluer efficacement les programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent des niveaux secondaire et tertiaire, les évaluateurs ont le choix entre plusieurs approches et méthodes. Toutefois, l'élaboration d'un plan d'évaluation solide exige toujours de suivre différentes étapes.



*SMART : *SMART : spécifique, mesurable, réalisable, axé sur les résultats et temporellement défini. Une fois que vous avez fixé votre objectif, posez-vous la question suivante : « Est-ce que cela satisfait au moins quatre des cinq critères SMART ? » Si ce n'est pas le cas, il est peut-être temps de revoir votre objectif.

Il est important de souligner que nous devons viser une participation aussi forte que possible des parties prenantes concernées à toutes ces étapes. Des niveaux de participation plus élevés conduiront à une évaluation plus solide et plus significative et favoriseront aussi l'utilisation de ses résultats.

Il est important d'établir cette relation logique entre les objectifs de l'évaluation et les questions, les mesures, les indicateurs (qualitatifs et quantitatifs) de l'évaluation, les sources de données et les instruments de collecte d'informations. Au moment de choisir des indicateurs et mesures, les évaluateurs doivent éviter de se laisser séduire par les allégations d'efficacité ou d'impact d'ensembles très limités d'indicateurs de performances clés (KPI), car cela n'est pas cohérent avec la complexité du problème. Il s'agit d'un point

important car toutes les conclusions de l'évaluation doivent être étayées par les données collectées au cours du processus d'évaluation.



Il peut être utile de regrouper les questions d'évaluation en plusieurs catégories pertinentes telles que « efficacité », « efficacité » ou « impact ». Ces catégories peuvent être importantes dans le sens où elles aident les évaluateurs à formuler un discours d'évaluation solide lorsqu'ils disposent enfin de données et souhaitent les analyser, veulent rédiger le rapport d'évaluation, tirer des conclusions et énoncer des recommandations.

Un aspect important de toute évaluation est, comme indiqué plus haut, de faire en sorte que toutes les parties prenantes concernées se sentent impliquées. C'est la raison pour laquelle notre objectif doit être que l'évaluation reste omniprésente dans leur esprit, à toutes les étapes du cycle de vie du programme ou du projet. Il faut aussi faire en sorte que toutes les options d'évaluation stratégiques et opérationnelles soient validées par toutes les parties impliquées dans le processus d'évaluation.

Les rapports d'évaluation doivent aussi être rédigés de manière à intéresser le lecteur, par exemple en recourant à des stratégies de narration, en particulier une narration visuelle utilisant la photographie et/ou la vidéo. Il est également important d'adopter une approche narrative de la présentation des données en utilisant des infographies et en faisant preuve de créativité pour présenter les indicateurs et mesures visuellement.

Enfin, il est capital d'insister sur le fait que l'équipe d'évaluation doit d'être en contact étroit avec l'équipe du programme/projet et collaborer avec elle durant toutes les étapes de l'évaluation, de sa conception jusqu'à sa mise en œuvre et à la réalisation de rapports.

Principaux enseignements

1. Validez toutes les étapes du processus d'élaboration du plan d'évaluation avec les principales parties prenantes. Vous devez discuter et valider des éléments tels que les questions d'évaluation, les indicateurs et mesures, le plan d'évaluation, les données pertinentes et les principales conclusions.
2. Abstenez-vous d'exagérer ou de simplifier à l'extrême ce qui est complexe par nature. Évitez d'essayer de déduire de la valeur ou un changement significatif d'un petit ensemble de ce que vous pouvez considérer comme des indicateurs de performance clés (KPI)
3. N'essayez pas de déduire à tout prix une attribution si vous ne parvenez à déduire qu'une contribution
4. Tirez des conclusions en vous basant exclusivement sur les données que vous avez recueillies au cours de ce processus d'évaluation
5. Utilisez des indicateurs et/ou mesures quantitatifs et qualitatifs et ne vous concentrez pas uniquement sur ce qui est « facile à mesurer »
6. Formulez des recommandations claires et expliquez pourquoi vous les faites (toujours en lien avec vos conclusions)
7. Trouvez des moyens intéressants de présenter vos résultats afin d'augmenter les chances que l'évaluation soit utilisée et que sa valeur ajoutée soit perçue

5. Réflexions finales et recommandations

Nous terminerons par deux réflexions essentielles. La première porte sur l'investissement critique qui devrait être fait pour mettre en œuvre des évaluations des impacts examinant différents projets/initiatives et prenant en compte le contexte plus large/macro. Le but est ainsi d'avoir une meilleure idée de « ce qui fonctionne » et de ce qui ne fonctionne pas, mais aussi d'établir une compréhension et un dialogue communs entre les différentes parties prenantes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

La deuxième et dernière réflexion concerne l'importance d'investir de manière continue dans le renforcement des capacités en matière de suivi et d'évaluation dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Il convient pour cela de mettre en place des activités de formation dans différents formats, mais aussi de mettre en relation universitaires et praticiens, de constituer un réseau solide et des communautés de pratique, et de tester des stratégies, pratiques et outils d'évaluation inédits aux niveaux local, régional et international.

Pour conclure, nous pouvons dire qu'en dépit des nombreuses difficultés rencontrées lors de l'évaluation des programmes et projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, le jeu en vaut la chandelle car ces efforts permettront d'augmenter l'impact des interventions menées.

Recommandations

- Pour procéder à des évaluations plus pertinentes, il est primordial d'investir davantage dans leur élaboration. Généralement, dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, les meilleures évaluations sont basées sur une méthode mixte. Elles utilisent à la fois des données quantitatives et qualitatives, et présentent une dimension participative permettant d'impliquer toutes les parties prenantes concernées. Elles peuvent être plus formatives et sommatives, en fonction de leur objectif principal et de leur utilisation prévue, mais elles doivent définitivement être axées sur le changement / l'impact.
- À plusieurs étapes du cycle de vie de l'intervention, il est utile de s'appuyer sur une théorie du changement ou sur un modèle logique. Nous devons nous baser sur des théories du changement durant l'étape de planification pour nous concentrer sur le changement et lors de la conception des évaluations afin de poser de meilleures questions d'évaluation et de choisir des indicateurs et mesures significatifs.
- Encouragez l'utilisation de stratégies de collecte de données qui favorisent l'anonymat et la perception de cet anonymat par les principales parties prenantes. La sécurité des données est essentielle pour garantir le maintien de la confidentialité. Compte tenu de la nature intrinsèquement sensible des programmes et projets de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, la participation et l'évaluation des programmes menés dans ce domaine peuvent être extrêmement sensibles pour les personnes impliquées.
- Même s'ils posent presque les mêmes problèmes que les modèles expérimentaux sur le plan éthique, les modèles d'évaluation quasi-expérimentaux impliquant différents groupes, et dans lesquels la répartition des participants entre les groupes n'est pas aléatoire, devraient être davantage utilisés. Cette approche plus large comprend un certain nombre de types de méthodes imbriquées pouvant impliquer de tester le même groupe avant et après l'intervention. Elle exige de procéder à des comparaisons transversales entre groupes témoins et expérimentaux ainsi qu'à une combinaison de tests avant/après entre les groupes bénéficiant de l'intervention et ceux qui n'en bénéficient pas (méthode des doubles différences). Différentes approches peuvent aussi être utilisées pour établir une correspondance entre les participants des différents groupes.
- Pour limiter les problèmes éthiques rencontrés dans le cadre des programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent de niveaux secondaire et tertiaire, les évaluateurs doivent apporter la garantie que tous les participants à une évaluation spécifique seront exposés à l'intervention et bénéficieront de tous les avantages potentiels associés. Plusieurs options nous permettent de surmonter ce problème éthique. L'une d'elles consiste à utiliser un modèle de permutation-réplication dans lequel le groupe témoin et le groupe bénéficiant de l'intervention sont inversés au cours du processus d'évaluation.
- L'élaboration de rubriques d'évaluation et le choix d'indicateurs et mesures pertinents, valorisés localement et culturellement, peuvent également être très utiles pour mesurer et interpréter les nouvelles menaces provenant des différentes « configurations » des menaces traditionnelles.
- Il est essentiel d'utiliser des approches participatives impliquant toutes les parties prenantes concernées dans toutes les étapes de l'évaluation, de la conception, de la mise en œuvre, de l'analyse et de la production de rapports. Ceci autorise une meilleure conception et analyse des données, mais également une utilisation à plus grande échelle de l'évaluation.
- Pour optimiser l'utilité des évaluations, il convient aussi de davantage recourir à des stratégies de visualisation pour collecter, mais surtout pour présenter les informations de manière plus intéressante. La narration visuelle, les récits photographiques et vidéo ou l'utilisation d'histoires racontées à la première personne peuvent induire davantage de changements dans les perceptions et les attitudes que les reportages traditionnels.

À propos de l'auteur :

Paulo Teixeira est un sociologue basé à Lisbonne. Titulaire d'un Master en planification et évaluation des processus de développement, il enseigne ces disciplines à l'Université catholique portugaise et dans d'autres établissements. Il est aussi titulaire d'un doctorat en communication, et a étudié l'utilisation de la photographie et de la narration visuelle dans la communication en vue d'obtenir un changement social. M. Teixeira est à la tête de Logframe, un cabinet de conseil spécialisé dans la planification et l'évaluation de politiques, programmes et projets sociaux, au Portugal et dans le monde entier. En 2016, il a lancé Humane Focus, un projet de photographie humanitaire, puis créé BUZZ!!!, une agence de communication spécialisée dans le secteur de l'économie sociale en 2018. M. Teixeira a été membre du conseil d'administration de la Société européenne d'évaluation et est co-auteur de trois ouvrages sur la planification et l'évaluation.

Bibliographie

- Baruch, B., Ling, B., Warnes, R. et Hofman, J. (2018). Evaluation in an emerging field: Developing a measurement framework for the field of counter-violent-extremism. *Evaluation*, 24:4, 475–495
- Beaghley, S., Helmus, T. C., Matthews, M., Ramchand, R., Stebbins, D., Kadlec, A., & Brown, M. A. (2017). Development and Pilot Test of the RAND Program Evaluation Toolkit for Countering Violent Extremism. Santa Monica, CA : Rand Corporation.
- Braddock, K., (2020), Experimentation & quasi-experimentation in countering violent extremism: Directions of future inquiry. Washington DC : Resolve Network.
- Dawson, L., Edwards, C. et Jeffray, C. (2014), Learning and Adapting: The Use of Monitoring and Evaluation in CVE: A Handbook for Practitioners. Londres : Royal United Services Institute
- Development & Training Services, Inc. (2015) CVE Evaluation: Introduction and Tips for CVE Practitioners. Development & Training Services, Inc.
- Funnell, S., Rogers, P. (2011) Purposeful Program Theory: Effective Use of Logic Models and Theories of Change. San Francisco : Wiley/Jossey-Bass.
- Hivos (2015) Theory of Change Thinking in Practice: A stepwise approach. Wageningen : Hivos. <https://www.openupcontracting.org/assets/2017/09/Hivos-ToC-guidelines-2015.pdf>
- Hofman, J. & Sutherland, A. eds., (2018) Evaluating interventions that prevent or counter violent extremism: A practical guide. Santa Monica, CA : RAND Corporation. https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR2094.html.
- Oakden, J. (2013), Evaluation rubrics: how to ensure transparent and clear assessment that respects diverse lines of evidence. BetterEvaluation, Melbourne, Victoria, <https://www.betterevaluation.org/sites/default/files/Evaluation%20rubrics.pdf>
- Patton, M. Q. (2010), Developmental Evaluation: Applying Complexity Concepts to Enhance Innovation and Use. New York : Guilford
- Peersman, G., Guijt, P., Pasanen, T. (2015) Evaluability assessment for impact evaluation. Guidance, checklist and decision support for those conducting the assessment. A Methods Lab publication. Londres : Overseas Development
- Peersman, G., Rogers, P., Guijt, I., Hearn, S., Pasanen, T., and Buffardi, A. (2016) 'When and how to develop an impact-oriented monitoring and evaluation system'. A Methods Lab publication. Londres : Overseas Development Institute.

Phillips, C., & Goodman, K. (2006). Causal criteria and counterfactuals; nothing more (or less) than scientific common sense. *Emerg Themes Epidemiol*, 3.

Ris, L. et Ernstorfer, A. (2017). Borrowing a wheel: Applying existing design, monitoring, and evaluation strategies to emerging programming approaches to prevent and counter violent extremism. Briefing Paper, Peacebuilding Evaluation Consortium.

Rogers, P. (2014) Overview of Impact Evaluation. *Methodological Briefs on Impact Evaluation*, No 1. Florence : UNICEF Office of Research.

Rogers, P. (2014) Theory of Change. *Methodological Briefs on Impact Evaluation*, No. 2. Florence : UNICEF Office of Research.

Rogers, P. (2014) Overview: Strategies for causal attribution. *Methodological Briefs on Impact Evaluation*, No 6. Florence : UNICEF Office of Research.

Rogers, P., Peersman, G. (2014) Addressing complexity in evaluation. Canberra : DFAT workshop.

Stern, E. (2015) *Impact Evaluation: A guide for commissioners and managers*. Londres : Bond.

Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), (2012) *An Inventory and Review of Countering Violent Extremism and Insurgency Monitoring Systems*. Rédigé par Lynn Carter et Phyllis Dininio. Washington, DC : USAID.

Van Hemert, D., van den Berg, H., van Vliet, T., et al, (2014) *Synthesis Report on the State-of-the-Art in Evaluating the Effectiveness of Counter-Violent Extremism Interventions*. Impact Europe.

TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UE

En ligne. Vous trouverez des informations sur l'Union européenne dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site internet Europa à l'adresse suivante : https://european-union.europa.eu/index_fr

Publications de l'UE

Vous pouvez télécharger ou commander les publications gratuites et payantes de l'UE sur la page : <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>. Plusieurs exemplaires de publications gratuites peuvent être obtenus en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local (consultez le lien https://europa.eu/european-union/contact_fr).

Droit de l'UE et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'UE, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1952 dans toutes les versions linguistiques officielles, consultez EUR-Lex à l'adresse suivante : [http://eur-](http://eur-lex.europa.eu)

Données ouvertes de l'UE

Le portail des données ouvertes de l'UE (<http://data.europa.eu/euodp/fr>) permet d'accéder à l'ensemble de données de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non.

Radicalisation Awareness Network



Publications Office
of the European Union